

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES











MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**LOCATION LONGUE DUREE DE VEHICULES LEGERS
FRIGORIFIQUES POUR LE COMPTE DU GIP BRETAGNE SANTE
LOGISTIQUE**

CCAP N° 2025-02

GIP « Bretagne Santé Logistique »
Le Poteau Rouge
Route de Calan
BP 9
56 850 CAUDAN
Tél: 02.97.80.59.80
Fax : 02.97.80.59.89

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	LOCATION LONGUE DUREE DE VEHICULES LEGERS FRIGORIFIQUES POUR LE COMPTE DU GIP BRETAGNE SANTE LOGISTIQUE
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Avec tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par tranche
	Reconduction	
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Sans
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	4
4 - Durée et délais d'exécution	4
4.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations	4
4.2 - Durée du contrat.....	4
4.3 - Délais d'exécution des tranches	5
5 - Prix	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
5.2 - Modalités de variation des prix	5
5.3 - Dispositions spécifiques aux tranches	5
6 - Garanties Financières	5
7 - Avance.....	5
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	5
7.2 - Garanties financières de l'avance	6
8 - Modalités de règlement des comptes	6
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	6
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	6
8.3 - Délai global de paiement	6
8.4 - Paiement des cotraitants.....	6
9 - Conditions d'exécution des prestations	7
10 - Développement durable	7
11 - Constatation de l'exécution des prestations	7
11.1 - Vérifications	7
11.2 - Décision après vérification.....	7
12 - Echanges électroniques	7
13 - Pénalités.....	7
13.1 - Pénalités de retard.....	7
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé	8
14 - Assurances	8
15 - Résiliation du contrat.....	8
15.1 - Conditions de résiliation	8
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	8
16 - Règlement des litiges et langues	9
17 - Clauses techniques particulières	9
18 - Dérogations.....	11

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

LOCATION LONGUE DUREE DE VEHICULES LEGERS FRIGORIFIQUES POUR LE COMPTE DU GIP BRETAGNE SANTE LOGISTIQUE

Lieu(x) d'exécution :

GIP BSL

LE POTEAU ROUGE

56850 CAUDAN

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 2 tranches :

Tranche(s)	Désignation
TF	LOCATION LONGUE DUREE D'UN VEHICULE LEGER FRIGORIFIQUE Location longue durée d'un véhicule léger frigorifique neuf au profit du GIP BSL incluant la maintenance et l'assurance tous risques.
TO001	LOCATION LONGUE DUREE D'UN VEHICULE LEGER FRIGORIFIQUE Le GIP BSL site de Quimperlé pourra être amené à demander un véhicule. Ce véhicule sera identique au précédent. La location sera évaluée en fonction de la durée restante du marché et des kilomètres demandés.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- Les fiches techniques

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

En cas de recouvrement des tranches dans le temps, la durée globale minimum prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 7 ans.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 01/12/2025.

4.2 - Durée du contrat

Le délai d'exécution débute à la date de livraison du véhicule pour une durée de 7 ans.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

4.3 - Délais d'exécution des tranches

La durée du contrat de chaque tranche est fixé(e) comme suit :

Tranche(s)	Délai	Date de début	Date de fin	Précisions
TF	7 ans	Date de livraison	Date de fin de location	
TO001		Date de livraison	Date de fin de location	La durée du contrat sera évaluée en fonction de la date d'affermissement

Ces délais partent, pour la tranche ferme, à compter de la date de livraison du véhicule et, pour les tranches optionnelles, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la tranche considérée.

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations d'une tranche optionnelle court à compter du début d'exécution de la tranche ferme. Il est indiqué ci-dessous :

Tranche(s) optionnelle(s)	Délai limite de notification
TO001 : LOCATION LONGUE DUREE D'UN VEHICULE LEGER FRIGORIFIQUE	72 mois

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prestations sont réglées par un prix global et forfaitaire comprenant :

- le prix de la location mensuelle
- le prix de la maintenance
- le prix du kilomètre supplémentaire au-delà du forfait kilométrique.
- l'assurance tous risques du véhicule

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

5.3 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13000394000025

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Transport :

Conformément à l'article 20.3 du CCAG Fournitures courantes et services, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Livraison :

La livraison sera formalisée par un procès-verbal de réception du véhicule dans lequel seront précisées les indications suivantes :

- Le type de véhicule mis à disposition du GIP BSL
- Un exemplaire, de la police d'assurance tous risques sera joint au procès-verbal de réception, ainsi que l'attestation ATP et la fiche de contrôle périodique des hayons.

En attente de la livraison du véhicule, il est demandé au prestataire de mettre à disposition un véhicule d'attente (ou de négocier avec le fournisseur du parc existant) répondant aux caractéristiques demandées dans le présent cahier des charges.

Cette mise à disposition n'entraînera aucun surcoût pour le GIP BSL.

10 - Développement durable

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par Le représentant du GIP.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

12 - Echanges électroniques

Le GHBS se réserve la possibilité d'utiliser la voie dématérialisée pour les échanges ou pour la transmission de documents (avenants notamment) qui interviendront pendant l'exécution de l'accord-cadre.

13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 50,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Rennes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

17 - Clauses techniques particulières

17.1. Contexte du parc

Pour Caudan GIP BSL :

- 1 véhicule frigorifique VL de 3,5 tonnes
- o Véhicule à 2500 km /mois

- Le titulaire doit prévoir la mise à disposition instantanée d'un véhicule de remplacement similaire suivant les caractéristiques minimales décrites à l'article 2.2. du CCP, à savoir 1 véhicule frigorifique de 3,5 tonnes

17.2. Caractéristiques minimales du véhicule

Véhicule VL frigorifique 3,5 tonnes GIP BSL CAUDAN (1)	
Dimensions	<p>Hauteur hors tout à vide : La hauteur maximale de caisse + porteur ne doit pas excéder 3200 mm</p> <p>Hauteur plancher ≈ 900mm</p> <p>Hauteur intérieure utile : 1 950 mm</p> <p>Largeur intérieure utile : 1900mm</p> <p>Longueur intérieure utile : 3200 mm</p>
Caisse	<ul style="list-style-type: none">✓ Carrosserie frigorifique isolation renforcée✓ Porte latérale battante étanche de 1000 mm x 1850 mm, à 100 mm de l'avant droit et avec marche pied fixe✓ Plancher hygiène, avec sol en résine antidérapante, résistant au roulement de GRV et écoulement (siphons d'évacuation)✓ 1 Rail d'arrimage universel renforcés sur toute la longueur des 3 faces intérieur sur 2 hauteurs. Entraxe départ plancher 700mm et 1250 mm✓ 2 supports de 4 sangles chacun en position haute à l'arrière de la caisse à droite et gauche✓ 2 sangles✓ 1 câble électrique (5m minimum)✓ Protection bas de parois sur 245 mm de haut✓ Porte AR par rideau relevable électriquement ou pneumatique avec coulisse inox✓ Système air pulsée anti chaleur✓ Couleur extérieure blanche✓ Marquage extérieur (GIP BSL) de la caisse selon les caractéristiques et couleurs en annexe n°3 après validation du BAT
Hayon élévateur	<ul style="list-style-type: none">✓ Hayon plaqué✓ Largeur du plateau : totale véhicule✓ CMU 750 kg✓ Arrêteurs de Rolls✓ Commande extérieure fixe à droite

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Commande filaire avec branchement intérieur caisse et au pied avec protection de la prise Cornière d'arrêtoir de rolls sur toute la longueur et les deux côtés
Cabine	<ul style="list-style-type: none"> ✓ 3 places assises ✓ Régulateur et limiteur de vitesse – Commandes au volant ✓ Climatisation ✓ Média center pour connexion Bluetooth
Groupe frigorifique	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Classe C ✓ Fonctionnement route et secteur en 220 V monophasé ✓ Enregistrement de la température électronique (traçabilité des événements journalier) Commande et affichage cabine ✓ Prise électrique fixée sous carrosserie ✓ Indiquer le niveau sonore en petite et grande vitesse ✓ Protection évaporateur tubulaire ✓ Etalonnage et rapport annuel
Sécurité	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Système d'alerte hayon ouvert ✓ Caméra de recul avec écran + Projecteur additionnel de travail pour zone de chargement ✓ Roue jumelée arrière sur les véhicules ✓ Ensemble des équipements réglementaires
Mécanique	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Turbo Diésel Puissance 140 chevaux minimum/ 4 cylindres ✓ Boite robotisée ou automatique (8 rapports av + 1 ar) ✓ Suspension arrière mécanique

17.3 - La prestation de maintenance

La maintenance sera assurée par le titulaire. Elle porte à la fois sur le véhicule et sur la totalité de ses équipements, notamment les équipements frigorifiques.

Le prestataire retenu assurera outre la fourniture des véhicules en location de longue durée, les interventions suivantes :

- L'entretien et les révisions périodiques selon les données du constructeur (vidange, graissage, groupe frigorifique, etc)
- Les réglages divers, les contrôles et les remplacements d'équipements et pièces détachées permettant une utilisation normale des véhicules, notamment ceux qui sont nécessaires à leur sécurité d'utilisation (y compris les balais d'essuie-glaces, des pneumatiques...)
- L'apport des fluides (huile moteur, huile boîte de vitesse, liquide de refroidissement, liquide de freins, liquide de lave-glaces, etc)
- L'assistance du véhicule en cas de panne 24h/24
- La fourniture instantanée d'un véhicule de remplacement similaire pour toute intervention d'entretien ou de réparation du véhicule.
- Afin d'assurer la continuité de l'activité du GIP BSL et GHBS, le prestataire se déplacera sur le lieu de stationnement du véhicule à entretenir ou à réparer afin d'en prendre possession et laisser en lieu et place le véhicule de remplacement. Il effectuera l'opération inverse en fin de maintenance ou de réparation.
- L'entretien des véhicules est partie intégrante du contrat de location. Le prestataire retenu s'engage à suivre les préconisations du constructeur en matière de contrôle périodique.

- Le prestataire détaillera précisément dans son offre les interventions techniques prises en compte. Les exclusions au contrat seront listées. Il sera fait référence à cette liste en cas de litige en cours de contrat. L'immobilisation du véhicule pour les opérations d'entretien courant ne pourra excéder une journée.

- Le titulaire du marché s'engage à fournir, au plus tard à la livraison, l'ensemble de la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation, un fonctionnement et un entretien correct du matériel.

- Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix. Le titulaire devra répondre à toute demande du GIP BSL et GHBS afin de remédier à tout dysfonctionnement d'un véhicule pendant la durée du marché.

En cas de modification de la législation relative au contrôle technique pendant la durée du contrat de location le prestataire retenu devra appliquer les nouvelles dispositions sans pouvoir réclamer une contrepartie financière. La location inclut les coûts administratifs (certificats d'immatriculation, contrôle technique) obligatoires. Les véhicules seront dotés d'une boîte d'ampoules conforme aux normes en vigueur.

17.4 – Marquage des véhicules

Le titulaire se rapprochera du GIP BSL pour les besoins et la validation des marquages.

17.5 Assurances et franchises

Le titulaire devra faire une proposition de base avec police d'assurance comprise en tous risques pour chaque véhicule loué. Ce contrat d'assurance s'accompagne des franchises en fonction des risques qui seront précisées dans le mémoire technique.

Au niveau des franchises, il faudra ajouter la franchise pour chocs en hauteur.

Il s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

L'assurance devra comprendre la garantie de la valeur des produits transportées en cas de panne entraînant l'arrêt du froid.

18 - Dérogations

- L'article 9 du CCP déroge à l'article 20 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

ANNEXE

LOGO ET INSCRIPTIONS DEMANDES POUR LE GHBS ET LE GIP BSL

Logo format vectoriel (Ex : Illustrator)

